

↓ 2009/140/CE Art. 1.15 (adapté)
⇒ nouveau

Article ~~13~~40

Sécurité et intégrité ☒ des réseaux et services ☒

1. Les États membres veillent à ce que les entreprises fournissant des réseaux de communications publics ou des services de communications électroniques accessibles au public prennent des mesures techniques et organisationnelles adéquates pour gérer le risque en matière de sécurité des réseaux et des services de manière appropriée. Compte tenu des possibilités techniques les plus récentes, ces mesures garantissent un niveau de sécurité adapté au risque existant. En particulier, des mesures sont prises pour prévenir ou limiter les conséquences des incidents de sécurité pour les utilisateurs et ⇒ pour d'autres ⇐ les réseaux ⇒ et services ⇐ interconnectés.

2. Les États membres veillent à ce que les entreprises fournissant des réseaux de communications publics prennent toutes les mesures appropriées pour assurer l'intégrité de leurs réseaux et garantir ainsi la continuité des services fournis sur ces réseaux.

3. Les États membres veillent à ce que les entreprises fournissant des réseaux de communications publics ou des services de communications électroniques accessibles au public notifient ⇒ dans les meilleurs délais ⇐ à l'autorité réglementaire nationale compétente toute atteinte à la sécurité ou porte d'intégrité ayant eu un impact significatif sur le fonctionnement des réseaux ou des services.

Afin de déterminer l'ampleur de l'impact d'un incident de sécurité, il est tenu compte en particulier des paramètres suivants:

- (a) le nombre d'utilisateurs touchés par l'atteinte à la sécurité;
- (b) la durée de l'atteinte;
- (c) le périmètre géographique de la zone touchée par l'atteinte;
- (d) la mesure dans laquelle le fonctionnement du service est perturbé;
- (e) l'impact sur les activités économiques et sociétales.

Le cas échéant, l'autorité réglementaire nationale ⇒ compétente ⇐ concernée informe les autorités réglementaires nationales ⇒ compétentes ⇐ des autres États membres et l'Agence européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l'information (ENISA). L'autorité réglementaire nationale ⇒ compétente ⇐ concernée peut informer le public ou exiger des entreprises qu'elles le fassent, dès lors qu'elle constate qu'il est d'utilité publique de divulguer les faits.

Une fois par an, l'autorité réglementaire nationale ⇒ compétente ⇐ concernée soumet à la Commission et à l'ENISA un rapport succinct sur les notifications reçues et l'action engagée conformément au présent paragraphe.

~~4. La Commission peut, en tenant le plus grand compte de l'avis de l'ENISA, arrêter les mesures techniques d'application appropriées en vue d'harmoniser les mesures visées aux paragraphes 1, 2 et 3, y compris les mesures définissant les circonstances, le format et les procédures applicables aux exigences de notification. Ces mesures techniques d'application~~

~~s'appuieront, dans toute la mesure du possible, sur des normes européennes et internationales et n'empêchent pas les États membres d'adopter de nouvelles exigences en vue de poursuivre les objectifs visés aux paragraphes 1 et 2.~~

~~Ces mesures d'application, qui visent à modifier des éléments non essentiels de la présente directive en la complétant, sont arrêtées en conformité avec la procédure de réglementation avec contrôle visée à l'article 22, paragraphe 3.~~

↓ nouveau

4. Le présent article est sans préjudice du règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, ni de la directive 2002/58/CE concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques.

5. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués conformément à l'article 109 en vue de préciser les mesures visées aux paragraphes 1 et 2, y compris les mesures définissant les circonstances, le format et les procédures applicables aux exigences de notification. Les actes délégués s'appuient, dans toute la mesure du possible, sur des normes européennes et internationales et n'empêchent pas les États membres d'adopter des exigences supplémentaires aux fins des objectifs énoncés aux paragraphes 1 et 2.

↓ 2009/140/CE Art. 1.15 (adapté)
⇒ nouveau

Article ~~13~~⁴¹

Mise en œuvre et ☒ contrôle de l' ☒ exécution

1. Les États membres veillent, afin de faire appliquer l'article ~~13~~⁴⁰, à ce que les autorités ~~réglementaires nationales~~ compétentes aient le pouvoir de donner des instructions contraignantes, y compris concernant ⇒ les mesures requises pour remédier à un manquement et ⇐ les dates limites de mise en œuvre, aux entreprises fournissant des réseaux de communications publics ou des services de communications électroniques accessibles au public.

2. Les États membres veillent à ce que les autorités ~~réglementaires nationales~~ compétentes aient le pouvoir d'imposer aux entreprises fournissant des réseaux de communications publics ou des services de communications électroniques accessibles au public:

a) de fournir les informations nécessaires pour évaluer la sécurité et/ou l'intégrité de leurs services et réseaux, y compris les documents relatifs à leurs politiques de sécurité; et

b) de se soumettre à un contrôle de sécurité effectué par un organisme qualifié indépendant ou une autorité ~~nationale~~ compétente et d'en communiquer les résultats à l'autorité ~~réglementaire nationale~~ ⇒ compétente ⇐ . Le coût du contrôle est à la charge de l'entreprise.

3. Les États membres veillent à ce que les autorités ~~réglementaires nationales~~ ⇒ compétentes ⇐ disposent des pouvoirs nécessaires pour enquêter sur les cas de non-conformité ainsi que sur leurs effets sur la sécurité ~~et l'intégrité~~ des réseaux ☒ et services ☒ .